

Directeur de la publication : Marie-Josée MAURIEGE

www.ledepartement.fr est le site officiel du Conseil départemental de Tarn-et-Garonne

Conseil départemental de Tarn-et-Garonne Direction de la Communication

Boulevard Hubert Gouze BP 783

82013 Montauban Cedex

Conception & réalisation : [Agence web Archriss](#)



Archriss a développé ce site sous TYPO3, système libre de gestion de contenus (open-source, license GNU/GPL).

Photographies : © Conseil départemental de Tarn-et-Garonne, Archriss, sauf mention contraire;

Photographes :

Responsable Photothèque :

Hébergement :

Afficher toutes les réponses

Cacher toutes les réponses

- **Site officiel du Conseil général de Tarn-et-Garonne www.ledepartement.fr**

Pour toute suggestion, information, réaction concernant ce site, n'hésitez pas à écrire au webmestre à l'adresse suivante :

webmestre@cg82.fr

- **Commentaires, remarques et suggestions**

L'éditeur du site est représenté par le Service information de la Direction de la Communication.

Clause de non responsabilité

Les informations qui figurent sur ce site font l'objet d'une clause de non responsabilité. L'éditeur s'efforcera de diffuser des informations exactes et à jour, ainsi que de corriger les erreurs qui lui seront signalées. Le Service information de la Direction de la Communication ne peut toutefois garantir l'exactitude de toutes les informations présentes et par conséquent, décline toute responsabilité quant à son contenu.

Pour toute suggestion, information, réaction concernant ce site, merci de contacter le service «[en remplissant ce formulaire](#)».

-

• **Droits d'auteurs et propriété intellectuelle**

Le présent site constitue une œuvre dont le Conseil général de Tarn-et-Garonne est l'auteur au sens des articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. **Sauf autorisation écrite**, toute utilisation des œuvres autres que la reproduction et la consultation individuelles et privées, conformes à l'article L.122-5 du Code de la propriété intellectuelle, est interdite. En aucun cas, ces reproductions ne sauraient porter préjudice aux droits des tiers.

Copyright (© "ledepartement.fr" le site officiel du Conseil général de Tarn-et-Garonne, 2014)

Dans le cadre d'un usage autre que strictement privé, ne pas résumer, modifier, altérer le contenu textuel ni les données cartographiques du site Internet sans autorisation préalable de l'éditeur. Pour un usage privé, la reproduction partielle sur support papier des données textuelles contenues sur le site «ledepartement.fr» est libre. Elle peut être réalisée sans autorisation de l'éditeur du site. Cette reproduction ne peut cependant être présentée comme une version officielle. L'autorisation de reproduire est accordée à l'utilisateur sans paiement de droits, sous réserve que le demandeur s'engage à citer le nom des propriétaires du site Internet et l'adresse du site Internet (avec un lien hypertexte) et sans modification.

Création de liens hypertextes

Il est possible de créer un lien vers le site «ledepartement.fr » sans autorisation expresse de l'éditeur, à la seule condition que ce lien ouvre une nouvelle fenêtre du navigateur Internet. Toutefois, l'éditeur se réserve le droit de demander la suppression d'un lien qu'il estime non conforme à sa politique éditoriale.

• **Traitement des données à caractère personnel**

Votre adresse électronique (qui a fait l'objet d'une inscription volontaire) ne nous servira qu'à acheminer notre lettre d'information. Elle ne sera en aucun cas communiquée à des tiers.

En application de l'article 27 de la loi Informatique et libertés en date du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour cela, vous êtes libre, à tout moment, de vous désabonner de notre lettre d'information :

- en cliquant sur la mention "ne plus recevoir" qui figure en bas de page de chaque lettre d'information que vous recevez

Le Conseil général de Tarn-et-Garonne s'engage à n'opérer aucune commercialisation des informations et documents transmis par l'utilisateur au moyen d'une démarche en ligne et à ne pas les communiquer à des tiers, en dehors des cas prévus par la loi.

Ainsi, les informations transmises par l'utilisateur restent sous son contrôle. Il peut à tout moment les faire rectifier, compléter, actualiser ou supprimer.

Seules sont conservées les informations permettant de répondre à d'éventuelles contestations et aux besoins statistiques du service.

• **Engagements et responsabilité**

Le Conseil général du Tarn-et-Garonne s'engage à prendre toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données collectées auprès de l'utilisateur, et notamment empêcher qu'elles soient déformées,

endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Les données transmises aux services en ligne des Organismes Partenaires restent de la responsabilité de l'utilisateur, même si celles-ci sont transmises par les moyens techniques mis à disposition dans le site internet du Conseil général du Tarn-et-Garonne.

De son côté, l'utilisateur d'une démarche en ligne s'engage à ne fournir, dans le cadre de l'utilisation d'une démarche en ligne, que des informations exactes, à jour et complètes pour lui-même et pour autrui. Dans l'hypothèse où l'utilisateur ne s'acquitterait pas de cet engagement, le Conseil général du Tarn-et-Garonne se réserve le droit de suspendre ou résilier la démarche administrative, sans préjudice des éventuelles actions en responsabilité pénale et civile qui pourraient être engagées à son encontre.

Il est rappelé que toute personne procédant à une fausse déclaration pour elle-même ou pour autrui s'expose, notamment, aux sanctions prévues à l'article 441-1 du Code Pénal, prévoyant des peines pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 45000 euros d'amende, ainsi qu'aux sanctions prévues par l'article 226-4-1 du Code Pénal qui stipule : " le fait d'usurper l'identité d'un tiers ou de faire un usage d'une ou plusieurs données de toute nature permettant de l'identifier en vue de troubler sa tranquillité ou celle d'autrui, ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 € d'amende. [...] Cette infraction est punie des mêmes peines lorsqu'elle est commise sur un réseau de communication au public en ligne ".

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005, les présentes conditions générales s'imposent à tout utilisateur usager des démarches en ligne.

Toute utilisation des démarches en ligne suppose la consultation et l'acceptation préalable des présentes conditions générales d'utilisation (CGU). L'Usager s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions définies au sein des présentes CGU.